

LA PRESSE EN REVUE...

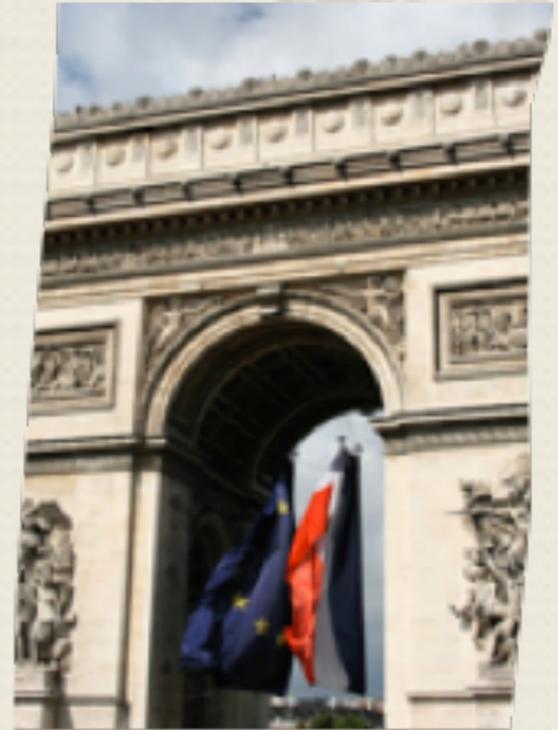
LUNDI 25 SEPTEMBRE 2017

SOMMAIRE

- 1) Le "coup d'Etat social"
- 2) Liem Hoang Ngoc décrypte...
- 3) Les routiers en grève
- 4) De plus en plus insoumis

La Presse en Revue sera de retour le lundi 2 octobre 2017.

A bientôt.
Bien cordialement



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Jean-Luc Mélenchon mobilise des dizaines de milliers de personnes contre « le coup d'Etat social »



De gauche à droite : Benoit Hamon, Emmanuel Maurel (PS) et Jean-Luc Mélenchon, samedi à Paris. Christophe Ena / AP

Plusieurs personnalités de gauche, dont Benoît Hamon, ont manifesté samedi à Paris, dans une manifestation qui a rassemblé entre 30 000 et 150 000 personnes.

Jean-Luc Mélenchon a réussi son pari. En réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes (150 000 selon les organisateurs, 30 000 selon la police), samedi 23 septembre, à Paris, entre Bastille et République, pour sa « marche contre le coup d'Etat social » le leader de la France insoumise (LFI) se pose durablement comme la principale figure de l'opposition à Emmanuel Macron et à sa politique. Mais pas seulement. Il devient aussi le pôle autour duquel la gauche pourrait se reconstruire.

« Nous sommes engagés dans un bras de fer social, mais il s'agit de davantage encore... [Les ordonnances], ce n'est pas seulement le contenu antisocial qu'elles portent en elles mais c'est l'incroyable subversion de l'ordre républicain (...) Ces gens détruisent tout ce que nous avons construit, nous, nos mères, nos pères, nos grands-pères... », a ainsi lancé l'ex candidat à la présidentielle en ouverture de son discours, dénonçant le « saccage » de l'éducation nationale et du logement social.

Dans le carré de tête de la manifestation, outre les députés de La France insoumise (LFI), plusieurs leaders de la gauche sont venus pour une photo de famille que l'on n'avait pas vue depuis fort longtemps. Et si les Insoumis pouvaient déplorer l'absence de leaders syndicaux (à l'exception de l'Union syndicale Solidaires qui avait un point fixe) comme Philippe Martinez de la CGT, force est de constater qu'ils avaient fait le plein du côté des organisations politiques.

Benoît Hamon, ancien candidat socialiste à la présidentielle, était présent avec son lieutenant Guillaume Balas. Dans un communiqué, le mouvement de l'ex député des Yvelines a néanmoins tenu à expliquer que « la participation aux initiatives de La France Insoumise ne relève ni d'une alliance privilégiée ni d'un partenariat stratégique en vue d'un programme commun ou de la conquête du pouvoir ».

Emmanuel Maurel, figure de l'aile gauche du PS et membre de la direction provisoire était là aussi, ainsi que les écologistes Esther Benbassa, sénatrice du Val-de-Marne, et Sergio Coronado, ex-député. Marie-George Buffet, Elsa Faucillon et Stéphane Peu, députés communistes, avaient également fait le déplacement. Même Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, qui entretient de mauvaises relations avec M. Mélenchon, s'est senti obligé de venir saluer le carré de tête avant de filer à la marche pour la paix organisée par son parti.

« J'espère que nous serons capables de construire ensemble, dans le respect de tous, des mobilisations unitaires toujours plus fortes et résolument conquérantes », a-t-il notamment déclaré.

Construire un rapport de force

Adrien Quatennens, député LFI du Nord, prévient : « Ici ce n'est qu'un début ». Heureux de « sentir derrière lui des milliers de personnes », il bombe

le torse.

« On n'organise pas un baroud d'honneur, les gens ne sont pas là pour faire un défilé de mode. On est là en train de signifier à Emmanuel Macron qu'on répond présents au bras de fer qu'il a souhaité. Si lui ne cédera pas, on ne cédera pas non plus. »

Son collègue Alexis Corbière se met même à rêver que « le gouvernement recule ce soir ». Plus généralement, les élus insoumis pensent déjà à l'avenir de la contestation, qui pourrait passer par une « convergence », en particulier avec les syndicats. « Ca serait positif, note Eric Coquerel, député de Seine-Saint-Denis, je crois qu'il faudra ça pour bloquer la politique de Macron. » Et de rappeler qu'en 2006, le gouvernement de Dominique de Villepin avait renoncé au contrat première embauche, pourtant promulgué par le président Chirac. A la tribune, Jean-Luc Mélenchon a lui aussi plaidé pour cette union des luttes :

« Nous allons nous rapprocher des organisations syndicales pour leur proposer de se mettre à notre tête pour mener le combat, un combat qui soit déterminé, décisif et tous ensemble. Ce n'est pas qu'une bataille sociale, c'est une bataille républicaine. »

Seule ombre au tableau, le NPA qui n'a pas souhaité participer au carré de tête. « L'union est un combat !, sourit Eric Coquerel. On est pour l'unité la plus large et pour que ça continue. Mais on n'est pas là pour servir de marchepied à qui que ce soit. »

Les manifestants, eux, étaient ravis du succès de la marche. Tous jurent qu'ils sont venus pour combattre la politique du gouvernement et qu'il faut construire un rapport de force suffisant pour le faire reculer. Et cela passe - forcément - par l'unité. Venu d'Arcachon, Jean-Philippe, 59 ans, appelle à faire « front commun » :

« Je viens défiler contre la politique de Macron. Pas simplement contre les ordonnances. Il faut actualiser la lutte des classes qu'Emmanuel Macron a remis au goût du jour. On peut le faire reculer avec un énorme rapport de force. En ce moment c'est très compliqué avec les syndicats, mais on doit construire un front commun. »

Ancien militant syndical Sud Rail, il milite aujourd'hui à la France insoumise. « On défile contre la politique de Macron mais surtout contre les ordonnances. J'ai été à toutes les manif syndicales et à la Fête de l'Humanité aussi, abonde Pascale, 63 ans, architecte et sympathisante LFI. Cette marche est complémentaire avec tout ça. Il n'est jamais trop tard pour faire reculer le gouvernement. »

Le Black bloc a défilé (presque) dans le calme

Environ deux cents personnes se réclamant du Black bloc (militants radicaux se réclamant de l'antifascisme, de l'anarchisme ou de l'autonomie) ont défilé samedi 23 septembre, en tête de « la marche contre le coup d'Etat social ».

Derrière notamment une banderole où il était écrit « Mélenchon est un soumis », ils ont entonné « Ni Dieu, ni maître, ni Mélenchon ». Alors que tout se passait dans le calme, à l'arrivée Place de la République, il y eut quelques affrontements avec la sécurité protégeant la scène où M. Mélenchon allait prononcer son discours, avant que tout revienne au calme.

Lors de la dernière mobilisation à l'appel de LFI, le 18 mars, 130 000 personnes s'étaient rassemblées à Paris selon les organisateurs. La police n'avait pas donné de chiffres.

Deux journées de grève et de manifestations dans toute la France contre la réforme du code du travail ont déjà eu lieu les 12 et 21 septembre, à l'appel de la CGT. La première a rassemblé entre 223 000 et 500 000 personnes, tandis que la seconde a réuni entre 132 000 et 223 000 manifestants (chiffres police et CGT).

Par Abel Mestre, Enora Ollivier

lemonde.fr

II) L'économiste Liem Hoang Ngoc décrypte les mesures fiscales de Macron

<https://youtu.be/VOJwNQXhTZM>

Extrait du grand décryptage du coup d'état social de Macron par la France Insoumise animé par Charlotte Girard.

[youtube.com](https://www.youtube.com)

III) Grève des transporteurs routiers. À quoi faut-il s'attendre ?



Les syndicats CGT et FO appellent les chauffeurs routiers à des actions de blocage dans toute la France, à compter de ce lundi 25 septembre.

Les transporteurs routiers se joignent à la bataille contre la réforme du Code du travail. Les syndicats CGT et FO appellent à la grève et à des blocages, ce lundi 25 septembre. Si l'on se fie aux précédents mouvement sociaux impliquant les routiers, ce mouvement reconductible pourrait entraîner une pénurie dans certaines stations-essence.

Pourquoi les transporteurs se mettent-ils en grève ?

Ils l'avaient annoncé le 13 septembre et ils l'ont

confirmé mercredi après une entrevue avec le ministre des Transports : les syndicats CGT et FO du transport routier appellent à une « mobilisation massive » à partir de ce lundi 25 septembre.

Les inquiétudes des grévistes sont doubles : elles sont liées aux ordonnances signées par Emmanuel Macron réformant le Code du travail mais aussi à des questions catégorielles.

Les chauffeurs routiers craignent que le Code du travail nouvelle formule facilite les licenciements économiques dans les grands groupes et affaiblisse les représentants du personnel.

Ils dénoncent aussi le plafonnement des indemnités prud'homales et la possibilité de négocier dans l'entreprise des éléments de rémunération (13e mois, prime d'ancienneté...), jusque-là fixés par la branche professionnelle. Ce qui agace le patronat, qui parle de « mensonges » et « d'inexactitudes ».

Les grévistes s'inquiètent aussi pour la pérennité du dispositif de retraite anticipée dont ils bénéficient depuis 1996. Ce système permet aux conducteurs ayant une ancienneté suffisante de cesser le travail au plus tôt 5 ans avant l'âge légal, en conservant 75% du salaire brut jusqu'à la retraite.

Parmi les autres sujets d'inquiétudes figurent les salaires, notamment dans le transport de matières dangereuses, et la directive européenne sur le détachement, en cours de révision.

Quelles actions dans l'Ouest ?

CGT et FO parlent d'un « gros mouvement » à compter de ce lundi 25 septembre. « Ça va bouger partout et être costaud », prévient le numéro un de la CGT transports, Jérôme Vérité.

En Normandie, des barrages sont prévus sur le périphérique de Caen. « Le trafic sera perturbé, prévient Jean-Marc Lambert, secrétaire général de la CGT Transports routiers Normandie. Les camions ne circuleront pas, y compris ceux qui transportent des marchandises avec des véhicules légers. »

Le délégué syndical précise que l'appel à la grève concerne « tous les employés des transports, y compris scolaires, de marchandises ou les entreprises de déménagement, (...) pas uniquement le personnel roulant, mais toutes les catégories de salariés, des ouvriers aux cadres ». Les grévistes ciblent également le dépôt de carburant situé sous le viaduc de Calix.

Dans les Pays de la Loire, les salariés CGT et FO du transport routier ont prévu de bloquer le rond-point des Six-Croix, à proximité de la raffinerie de Donges (Loire-Atlantique). Objectif : empêcher le chargement des camions et le dépôt de carburant.

En Bretagne, les chauffeurs routiers CGT et FO promettent également une large mobilisation, qui pourrait concerner les grands axes routiers et les dépôts pétroliers.

Que fait le gouvernement ?

Ce dimanche, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a ouvert une porte, estimant que le transport routier était « un vrai sujet qui n'est pas né avec les ordonnances » réformant le Code du travail.

« Il faut regarder la situation dans les transports, ça ne se fait pas du jour au lendemain, ça demande des discussions plus approfondies », a ajouté la ministre, invitée du Grand rendez-vous Europe 1/Les Echos/CNews, assurant que « le dialogue est ouvert ».

Mercredi, sa collègue en charge des Transports, Elisabeth Borne, avait reçu les syndicats. « Elle va les recevoir dans les jours qui viennent, car il y a des spécificités dans ce domaine et il faut effectivement (en) tenir compte », a ajouté Muriel Pénicaud.

Faut-il craindre une pénurie de carburant ?

En attendant la reprise des discussions, le gouvernement a signé un arrêté permettant aux transporteurs d'hydrocarbures de déroger temporairement aux règles en matière de temps de conduite et de repos afin de faciliter l'approvisionnement en carburant. « Un cas d'urgence », selon la ministre des Transports Elisabeth Borne.

En mai 2017, plusieurs centaines de stations-essence s'étaient retrouvées à sec pendant la grève des transporteurs de matières dangereuses. Elle avait pris fin après six jours de conflit.

Au printemps 2016, dépôts de carburant et raffineries avaient été bloqués, provoquant une pénurie, qui avait affecté l'Ouest avant de s'étendre au reste du pays. Les routiers protestaient contre la Loi Travail et le conflit avait trouvé une issue juste avant le début de l'Euro de football.

Alors, pénurie ou pas pénurie en ce début d'automne 2017 ? Si la France dispose de réserves stratégiques lui permettant de tenir plusieurs mois, la balle est en fait dans le camp des automobilistes.

Si tout le monde se rue à la pompe par peur de manquer, les stations vont rapidement se retrouver à sec. C'est ce phénomène de panique qui s'était produit au printemps 2016. Ce dimanche matin, la station du Leclerc de Falaise (Calvados) était déjà fermée...



IV) Dans la rue, les Insoumis prennent date contre Macron

Par Manuel Jardinaud, Dan Israel, Mathilde Mathieu et Elsa Sabado

Pour cette mobilisation nationale voulue par La France insoumise, le cortège a réuni, à Paris, plusieurs dizaines de milliers de manifestants. Dans son discours, Jean-Luc Mélenchon a passé le relais aux syndicats pour continuer la lutte, tout en appelant la jeunesse à se lever. Il propose un futur rassemblement d'« un million » de personnes, aux Champs-Élysées.

« Hé, les gens, vous êtes là ? » Sur la scène installée place de la République, la tête penseuse de La France insoumise Charlotte Girard fait un test micro, sous l'œil concentré de Sophia Chikirou, responsable de la communication du mouvement. Il est 15 heures, ce samedi 23 septembre, et face aux deux militantes, les habitués du skate park de la place de la République à Paris, qui constituent la majeure partie de leur public, ne semblent guère concernés. Derrière l'apostrophe amusée de Charlotte Girard se cachait peut-être une légère pointe d'inquiétude : Jean-Luc Mélenchon allait-il réussir son pari, lui qui avait appelé ses militants de toute la France à « déferler » sur la capitale pour dire « non au coup d'État social » d'Emmanuel Macron ?

À deux kilomètres de là, place de la Bastille, les premiers manifestants s'étaient élancés quelques minutes plus tôt. Une heure plus tard, ils commencent déjà à se rassembler, nombreux, à République, pour attendre le discours du leader de La France insoumise. Le cortège se sera étendu sur toute la longueur du (court) parcours, offrant de belles images.

Combien étaient-ils ? Des dizaines de milliers. Mais si le défilé était incontestablement fourni, il semble difficile de valider le chiffre de 150 000 personnes annoncé par Charlotte Girard à la fin de la manifestation. De son côté, la préfecture de police a donné le chiffre de 30 000 personnes, qui paraît cette fois sous-évalué (et ce qui a déjà déclenché un début de polémique). Cela serait à peine deux fois plus que la manifestation, parisienne uniquement, organisée par la CGT, Solidaires et la FSU deux jours plus tôt.



© D.I.

Qu'importent les chiffres, sans doute. Jean-Luc Mélenchon est parvenu à imposer son rendez-vous à toute une partie de la gauche, qu'elle ait traîné ou non des pieds pour venir. Dans son discours, qu'il débute à 17 heures précises, le leader de La France insoumise veut se montrer au-dessus de la mêlée politique. Pas un mot sur les petites querelles politiciennes. Il préfère parler au nom du peuple : « Je suis venu porter votre parole », lâche-t-il en amorce de son propos, devant une foule déjà conquise qui se masse sur la place.

Le député des Bouches-du-Rhône, à son habitude, se veut pédagogue, expliquant pourquoi les ordonnances, publiées le matin même au Journal officiel, sont une « incroyable subversion de l'ordre social public républicain », souhaitant que « la loi s'impose d'abord », gage d'égalité entre toutes et tous. « Ce n'est pas qu'une bataille sociale, c'est une bataille républicaine. Ce n'est pas les corporations qui vont rétablir les normes », clame-t-il, en référence au basculement d'un certain nombre de thèmes de négociation au sein de l'entreprise.

Jean-Luc Mélenchon égrène les reculs sociaux

dont, selon lui, Emmanuel Macron est responsable : baisse des aides au logement, réforme de l'impôt sur la fortune, précarisation du travail. « C'est un coup d'État social par la méthode de la brutalité. » Jamais à court de superlatifs, seul en scène, le bateleur qu'il est dresse un diagnostic sombre : « La France se vide de son sang, de sa capacité industrielle et de sa richesse intellectuelle. »

Il invite l'assistance à continuer de se mobiliser : « C'est pourquoi, quoi qu'il arrive, ne lâchez rien », dit-il, immédiatement suivi par la foule scandant : « On lâche rien ! » Il s'adresse en particulier les jeunes, qui ont une place de choix dans son propos. Il sait combien la grogne de la jeunesse peut faire basculer de simples manifestations en grand mouvement de masse : « Jeunes gens, c'est votre devoir à présent d'entrer dans l'action. C'est vous qui, en arrivant sur le marché du travail, aurez les contrats précaires, les CDI de chantier, ces inventions qui brisent des vies. Jeunes gens, dans les lycées, dans les centres d'apprentissage, mettez-vous en mouvement ! »

Jean-Luc Mélenchon faisait aussi face à un défi : dégonfler une fois pour toute la polémique sur la concurrence avec les organisations syndicales au sein de ce mouvement social. Tout a été pensé pour l'apaiser, sinon la renvoyer aux oubliettes. Juste avant son discours, l'écran géant diffuse des témoignages de syndicalistes. Le député leur rend hommage dès son entrée sur scène : « Quel courage d'entrer dans l'action ! » affirme-t-il, avant de citer la CGT, Solidaires, la FSU et « les autres ». Les militants syndicaux qui composent une partie de l'assistance apprécient et applaudissent.

Les syndicats, la CGT en particulier, font l'objet d'une attention toute choisie. Jean-Luc Mélenchon leur passe le relais de la lutte, présentant cette marche du 23 septembre comme une étape dans un processus. « Ce que nous avons fait aujourd'hui, c'est adresser un message extraordinaire aux salariés, qui savent qu'ils ne sont pas seuls. Nous allons nous rapprocher des organisations syndicales, si elles le veulent, qu'elles se mettent à notre tête. »

Le discours se veut autant apaisant avec les organisations de salariés qu'incisif envers la politique du gouvernement. Un message rassembleur pour « passer du chacun pour soi au tous ensemble », comme il l'avait déjà évoqué dans son interview-fleuve au magazine Marianne la semaine précédente.

Des gauches (presque) rassemblées

Malgré tout, les bisbilles entre partis ne sont jamais bien loin. Plus tôt, le carré officiel de la manifestation ressemble à une réunion de famille, où certains font un peu la tête et partent avant le dessert, alors que d'autres continuent le repas en chanson. Au moment du départ du cortège, tout ce que la gauche – hors parti socialiste « traditionnel » – compte de figures se presse pour se montrer aux photographes et aux militants.

Pierre Laurent est l'un des premiers arrivés, alors qu'il n'était pas annoncé. Le secrétaire général du PCF salue quelques députés insoumis, parle longuement à la presse d'union et de convergence, et file sans saluer Jean-Luc Mélenchon, qui se fait attendre. Sur le trottoir, une militante lui lance un « traître ! » : ses attaques contre le leader de la France insoumise.

le week-end précédent, à la Fête de l'Humanité, ne sont pas encore digérées par tous.

Les députés communistes Elsa Faucillon et Marie-George Buffet sont, elles, restées pour débiter la marche, qui prend une heure de retard. Benoît Hamon, barbe de trois jours, reste fidèle à son soutien envers tous les mouvements sociaux et à sa volonté de « ne pas faire le tri ». L'eurodéputé socialiste Emmanuel Maurel trouve « naturel » d'être également de la manifestation : « Rien de ce qui est à gauche ne m'est étranger. Je refuse la position de certains socialistes, ni Macron, ni Mélenchon. » Esther Benbassa, sénatrice écologiste, fait acte de présence.

L'arrivée de Jean-Luc Mélenchon, alors que l'ensemble du groupe parlementaire a déjà pris place, écharpe tricolore sur l'épaule, déclenche des « Résistance ! ». L'ancien candidat à la présidentielle demeure sans conteste la star de La France insoumise. Les députés semblent ravis d'être là, goûtant les bravos sous un soleil printanier.



© M.J.

Pas à pas, bien protégées par un service d'ordre, dont l'effectif total s'élève à 400 personnes pour la manifestation, les personnalités – députés en tête – avancent tranquillement vers la place de la République. Elles retrouvent leurs accents militants en poussant la chansonnette. Jean-Luc Mélenchon, comme à l'accoutumée, reste coi avant son discours, qui doit fermer la manifestation. Il préfère lever le bras vers les balcons, où certains saluent le cortège, et déclencher les hurrahs depuis les trottoirs.

Derrière eux, on trouve de tout. Le cortège est organisé région par région. « Les Ardennes insoumises », « Haute Saintonge », « FI Landes », « Strasbourg en colère », clament les pancartes et les banderoles. Michel et Florence, quinquagénaires venus exprès de Caen, défilent avec un autocollant CGT bien visible sur la poitrine. Ils ont répondu présents aux deux précédents défilés organisés par la CGT, Solidaires et la FSU, le 12 et le 21 septembre. Ils ne font pas de différences avec la mobilisation du jour, bien que la CGT n'ait pas appelé à manifester et que Philippe Martinez, son secrétaire général, ait fait savoir qu'il était retenu par une journée internationale pour la paix, fixée depuis longtemps.

« Nous sommes syndicalistes, représentants du personnel, mais aussi citoyens. Nous venons en notre nom propre, mais personne à la CGT n'a donné de consigne pour ne pas manifester, insistent les deux Caennais. De nombreux cégétistes sont présents, ils restent simplement discrets. Et puis, nous sommes nombreux à avoir voté Mélenchon à la présidentielle. » Ils appellent « toute la vraie gauche à manifester ensemble, à s'unir... » « Il faut faire monter la mayonnaise », espère Florence. « On ne sait jamais, ça peut aller

jusqu'à Mai-68 », veut croire Michel.

À 35 ans, Magda n'a quant à elle jamais marché derrière une organisation syndicale ou politique. C'est sa « première manif », à l'exception « évidemment des mobilisations anti-Le Pen en 2002 ». Électrice de Benoît Hamon au premier tour de la présidentielle, cette habitante de Stains (Seine-Saint-Denis) a l'impression que la France, cette fois, « atteint un point de non-retour » en matière de droit du travail. « Macron a présenté un entre-deux aux électeurs, vanté le “sans-étiquette”, et on se retrouve avec la suppression de droits qui datent de Blum, s'indigne-t-elle. Même Sarkozy n'avait pas osé. » En congé parental, impliquée dans une organisation de parents d'élèves, Magda craint aussi que les femmes ne soient les premières impactées par la réforme du code du travail et dénonce la fin des contrats aidés, « surtout à l'école et dans les banlieues ».

Venue depuis Sceaux (Hauts-de-Seine), Inès, étudiante de 20 ans, est là non pour montrer un soutien particulier à Mélenchon, mais pour crier son « opposition à la baisse des indemnités prud'homales, à l'assouplissement des licenciements non économiques, etc. Ça fait un peu peur de rentrer sur le marché du travail dans ces conditions ». Au premier tour de la présidentielle, Inès a bien glissé un bulletin Mélenchon dans l'urne, mais elle a surtout aimé voter aux législatives pour la sociologue Monique Pinçon-Charlot, spécialiste des très riches. Parmi ses copines, la personnalité du député a l'air d'embarrasser un peu. L'une d'elles, soutien du NPA, grince des dents : « Outre le programme, pas assez radical, je trouve qu'il y a une espèce de bulle autour de lui. Il était bien pendant la présidentielle, mais il est retombé dans un langage un peu “rageux”. » Mais certainement pas de quoi renoncer à marcher contre les ordonnances.



Martin, 21 ans, vient à peine de reposer un pied en France après un séjour en Allemagne. Bien qu'il n'ait « jamais fait une manif » de sa vie – ah si, « un tour à Nuit Debout » en 2016 –, « l'envie de s'engager » cette fois le saisit. Touché par la baisse

des APL, il ne digère pas les ordonnances Macron : « La France n'a jamais été aussi riche ; les Français sont des travailleurs productifs en comparaison de leurs voisins, lance cet étudiant en histoire. Et pourtant, le gouvernement leur demande de faire des “efforts” supplémentaires ! À ceux qui font déjà le plus... » Alors le voilà sur la place de la Bastille, en « patriote républicain de gauche », avec son autocollant France insoumise.

Dans le cortège, des appels à l'union des forces

Tout au long du défilé, plusieurs médias alternatifs sont présents. Elsa, du site de critique des médias Acrimed, tient sa table sur le trottoir. « On est là dès qu'il se passe quelque chose à la gauche de la gauche. Nous sommes à toutes les manif. » Que pense-t-elle de la toute récente annonce officielle du lancement de la webtélé insoumise ? Sourire un peu gêné, elle évacue. Même hésitation du côté de Siné Mensuel. « Nos lecteurs sont là, c'est notre cœur militant. Les gens qui manifestent ont envie d'acheter le journal », explique Stéphane Mercurio, la fille du

dessinateur Siné. Elle élude les questions sur la politique médiatique de La France insoumise : « Les partis font ce qu'ils veulent. Mais plus que jamais, nous avons besoin de médias indépendants. Notre journal, il est issu de nos frictions, du pluralisme de notre équipe, de ses engueulades. Aujourd'hui, les médias poil à gratter sont indispensables. »



© D.I.

Devant le Cirque d'hiver, Christophe, adhérent d'Attac, distribue les autocollants de l'organisation, en bataille contre la loi travail. « J'ai failli ne pas venir. Je trouve que Mélenchon se la joue solo, indique le militant. Mais mon beau-frère a insisté, la pression était trop forte pour ne pas être là. Mais j'étais aussi là le 12 et le 21. » Se méfiant du « culte de la personnalité », il appelle à ne pas oublier « les paroles de L'Internationale », et se met à hurler à la cantonade : « Ni Dieu, ni César, ni tribun ! »

Le discours de Dominique Plihon, porte-parole de l'association, est plus policé. « Il faut être présents dans les mouvements de mobilisation pour exprimer le désaccord des citoyens vis-à-vis de la politique menée par le gouvernement. Jean-Luc Mélenchon représente une force d'opposition politique forte, et l'on s'en réjouit, commence le responsable. Mais nous ne sommes pas un parti politique. Sans désapprobation pour autant, on garde nos distances. Nous ne sommes pas une courroie de transmission. »

Dominique Plihon attend plus de coopération : « Là où nous pourrions tous être meilleurs, c'est en organisant la convergence des forces politiques et sociales contre les ordonnances. Il y a un enjeu énorme et c'est une condition pour stopper la politique de Macron. » « Il faut que l'on travaille ensemble et pas à côté les uns des autres », affirme-t-il, en prenant pour exemple le travail de l'association avec Clémentine Autain sur le CETA, le traité de libre-échange avec le Canada.

Cette envie de convergence, de « coagulation », pour reprendre les termes du premier ministre, qui la redoute, est dans toutes les bouches des militants politiques ou syndicaux les plus engagés. Devant le stand du NPA, le candidat à la présidentielle Philippe Poutou estime qu'« on est très en retard par rapport à la stratégie du pouvoir et du patronat » : « Il faut arrêter la dispute des chefs, Mélenchon, Martinez, Pierre Laurent, et organiser des rencontres unitaires pour proposer tout de suite des dates pour une manifestation commune. Il faut que nous soyons un million dans la rue pour monter une lutte radicale. » Il trouve pour l'heure la CGT « mollassonne » et critique « le manque de radicalité » de Mélenchon « dans les actes, pas dans les mots ». Le candidat du NPA aura eu l'occasion de le lui dire directement, quand le leader insoumis s'est arrêté sur son parcours pour échanger avec lui.

Voilà de quoi éveiller l'attention d'Éric Beynel, le co-porte-parole de Solidaires. « Nous avons

besoin d'un appel commun sur le front syndical, qui s'ouvre aux associations, voire aux partis, pour organiser une riposte commune, juge-t-il. Mais le plus urgent, c'est de construire des grèves. Les manifestations sont utiles, elles permettent de se retrouver et de mesurer notre force. Mais il faut utiliser cette force, et cela passe par la grève. » Lundi, les routiers CGT et FO lancent une grève reconductible, et les autres militants sont nombreux à espérer que ce mouvement prenne. Les prochains grands rendez-vous sont fixés : le 28 septembre, les retraités manifesteront, suivis le 10 octobre par les agents de la fonction publique. La CFDT n'en sera pas, mais FO a annoncé qu'elle manifesterait à ces deux occasions. « Peut-être que la manifestation de la fonction publique pourrait servir de point de cristallisation », espère Éric Beynel.



© D.I.

Gaël Quirante, militant chez Sud-PTT en Île-de-France, est l'un des architectes du « Front social », qui regroupe depuis des mois de nombreuses sections syndicales et plusieurs militants de la gauche radicale, et avait lancé une manifestation contre Macron dès le lendemain de son élection, le 8 mai. Lui aussi attend une action coordonnée de tous les syndicats. « Macron n'a pas d'un côté son ministre de l'économie, et de l'autre celui des transports ! Il est de notre responsabilité de nous regrouper, pour gagner. Nous ne pouvons pas continuer à manifester derrière nos petites boutiques. Il faut s'unir et peser à travers des grèves. »

Une supplique entendue par La France insoumise et par son leader en particulier ? Jean-Luc Mélenchon a, en tout cas, lancé une proposition, à débattre, a-t-il tout de suite précisé : « Comme le texte va revenir dans les assemblées, nous serons en état, je le souhaite, notamment avec le mouvement social et les organisations syndicales – nous sommes prêts à nous ranger derrière eux –, pour une action forte et dense, comme par exemple déferler à un million sur les Champs-Élysées. » Le chiffre est fort. Très fort même. La dernière fois qu'une telle foule s'était rassemblée sur cette avenue, c'était pour la victoire de l'équipe de France de football à la coupe du monde de 1998. Il va être difficile de rivaliser.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

La Presse en Revue sera de retour le lundi 2 octobre 2017.

A bientôt.
Bien cordialement

A Suivre...
La Presse en Revue